

Laurence Monnoyer-Smith

**Intervention Séminaire
Institut de la Concertation
Lundi 5 octobre 2009**

Les dispositifs participatifs en ligne : avantages et limites

Introduction :

- Les dispositifs participatifs en ligne, et plus largement la e-démocratie ont fait naître des espoirs parfois utopistes pour résoudre ce malaise inhérent à la démocratie qu'est la crise de la représentativité.
- Mythe de la relation directe entre citoyens et élus, qui aplatit la complexité d'une médiation politique sur un dispositif technique.
- Aujourd'hui, ce débat est dépassé en recherche et la communauté est bien consciente des limites d'une approche techniciste de la médiation politique. Je ne rentrerai pas plus avant dans ce débat, puisque l'approche constructiviste comprend elle aussi des limites, la matérialité des dispositifs techniques allant plus loin qu'une simple contrainte aux pratiques et aux usages.

Pour autant, on trouve, en gros, deux courants théoriques qui analysent l'évolution des pratiques politiques en ligne :

- Tradition transformative : les développements d'internet permettent de faire évoluer les processus politiques (Coleman, Norris, Bimber, Chadwick, etc.), sous certaines conditions.
- Tradition cyberoptimiste : les TIC vont permettre une réduction des inégalités politiques (en termes de participation), de l'ignorance dans le domaine politique et l'apathie politique. (Rheingold ; Aikens, Schwartz).

La première tradition l'emportant sur la seconde, qui reste pourtant vivace dans les discours sociaux sur l'internet.

1° 4 limites au débat en ligne et à la tenue d'une activité délibérative entendue de façon minimaliste comme l'échange rationnel d'arguments en vue de faire émerger des valeurs communes dans le cadre d'un processus décisionnel. (ce qui écarte de nos discussions les échanges sur des forums, ou toute autre activité communicationnelle en dehors d'un processus de prise de décision)

- **Les inégalités** : plusieurs niveaux : d'accès, d'usages, de compétences. Littérature importante sur le sujet qui montre que si les inégalités de genre tendent à diminuer, de même que les inégalités en termes d'éducation, en revanche, les inégalités sociales se diffusent en ligne (Hill&Hugues, Wilhelm, Granjon). Un chômeur diplômé ira ainsi plus en ligne qu'un ouvrier sans diplômes.

Les compétences constituent des barrières à l'usage d'internet et ferment les portes aux débats à tous ceux qui, disposant d'un accès à internet, ne disposent cependant pas des compétences pour manipuler des sites complexes. Mais surtout, ici ce qui peut constituer un frein, c'est l'entrée en politique : de la même façon qu'hors ligne, le débat en ligne nécessite une motivation politique. Même à cout d'entrée plus faible, la motivation reste un facteur

explicatif de la participation (cela peut jouer d'ailleurs dans les deux sens et tendre à réduire les inégalités de genre ou sociales.)

- La polarisation : travaux de Cass Sustein. Effets de groupe en ligne : créations d'enclaves de personnes partageant le même point de vue, engendrant une fragmentation de l'espace public peu propice à l'échange argumenté, et encourageant une radicalisation des discours et un renforcement des positions initiales.
- Déconnexion entre le débat en ligne et les autres comportements politiques : aller en ligne ne changerait rien à la participation politique at large.
- Résistance bureaucratique et volonté de maîtrise : contradiction entre les outils techniques et l'organisation des institutions promotrices du débat public. (cf. les problèmes du Syctom), entre la bonne volonté des services techniques de certaines institutions et la résistance politique.

2- de quelques avantages que la recherche a mis en évidence

- Les comparaisons en-ligne et hors ligne montrent, que sur la question de l'exclusion, les choses sont plus subtiles : notamment les effets d'imposition du hors ligne ne sont pas les mêmes en ligne. Meilleure répartition de la parole homme/femme, mais surtout respect des formes de leur expression par une plus large ouverture dans les formats expressifs. En ce qui concerne le statut social, meilleure représentation des catégories sociales moyennes. PB, laisse véritablement de côté les catégories défavorisées. (Mulhberger)
Meilleure représentation des moins informés : les personnes qui vont en ligne sont celles qui ont le moins d'expertise sur une question donnée. (cf travaux à Achères)
- Les données sur la polarisation des groupes ne sont pas claires. Les études de J. Stromer Galley et P. Mulhberger notamment montrent l'inverse de celles de Sustein et a minima que les craintes sont sinon infondées, du moins largement encore à démontrer. Dans les sites de débat, plus des ¾ des individus affirment avoir appris des choses, selon les études de S. Coleman notamment. La théorie « argument repertoire » de Vincent Price et Capella met également en avant que sont plus enclins à participer ceux qui disposent déjà d'un répertoire d'argument étendu susceptible de résister à la confrontation. Les effets de la polarisation sont donc contradictoires avec ces résultats.
- Les effets d'apprentissage de la discussion en ligne sont aussi importants que ceux hors ligne, d'après les travaux de Coleman par ex. Entrée en politique à moindre coût que celui d'un déplacement à un débat public par exemple.
- L'internet permet d'expérimenter des formes non dialogiques de la délibération. Etat très expérimental dans le cadre de véritables débats publics. Les travaux de Laurence Allard et Olivier Blondeau ont par exemple mis en évidence les nouvelles formes d'expression individuelle créative en ligne et analysés les nouvelles sociabilités numériques. En ce qui concerne le débat public et la délibération : appel à la multiplication des formes d'expression et donne accès à des visuels. (Tout Rennes blogue).
- Mise en visibilité du « code » : les discussions autour du dispositif en ligne dénaturent les pratiques de discussions politiques traditionnelles et provoquent des réorganisations (lentes).
- Vers la « représentation directe ? »